terait-il de réserver les articles 6 et 7 et de passer à l'étude des questions corrélatives en commençant par l'article 8? Le comité pourrait alors revenir sur les articles de fond, une fois réglés les articles corrélatifs et généraux. Je sais bien que tous les articles ont fait l'objet d'un examen détaillé de la part du comité permanent de la défense nationale et ses membres estiment peut-être inutile de renouveler ici toute la discussion. Il vaudrait mieux, cependant—si les députés sont d'accord—passer dès maintenant à l'étude de l'article 8 et de ceux qui ne prêtent pas trop à controverse, ce qui nous permettrait de consacrer le reste du temps aux articles de fond du projet de loi.

L'hon. M. Churchill: Monsieur le président, la proposition du ministre vient bien tard. S'il avait accepté la première proposition raisonnable que j'ai avancée environ quatre fois, et réservé les articles 2 et 6 jusqu'à l'automne prochain, cela aurait été logique. Je suis étonné qu'il ne soit pas disposé à le faire maintenant. Lorsqu'il a pris la parole tantôt, j'ai pensé justement qu'il allait nous annoncer cela. Étant donné le malaise qui se fait sentir dans les forces armées et les divergences d'opinion auxquelles le bill donne lieu d'un bout à l'autre du pays, ma proposition semble, de jour en jour, plus raisonnable. Ce procédé ne générerait en rien la préparation des règlements.

Je ne veux pas prêter au ministre des motifs secrets, mais sa proposition de cet après-midi pourrait empêcher ou restreindre la discussion des articles 6 et 7, essentiels pour le bill. Nous en arriverions peut-être à nous éterniser sur les articles de moindre importance de la Partie II. Nous préférons maintenant poursuivre l'étude de l'article 6, un des plus importants que renferme le bill. Si grand que soit mon désir de me mettre d'accord avec le ministre de la Défense nationale qui ne partage jamais mon avis, je me vois obligé de rejeter sa proposition, défectueuse selon moi.

Des voix: Adopté.

L'hon. M. Churchill: Oh, non. Je viens de déclarer que c'est là un des articles vitaux de ce projet de loi, et je vais proposer un amendement pour l'améliorer.

● (3.10 p.m.)

La première partie de l'article 6 est ainsi conçue:

Les officiers et hommes qui étaient membres de la Marine royale du Canada, de l'Armée canadienne ou du Corps d'aviation royal canadien immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente par-

[L'hon. M. Hellyer.]

tie, sont, sous réserve des dispositions de la loi sur la défense nationale, membres des Forces canadiennes.

Il s'agit ici d'une des mesures de ce bill ayant un caractère obligatoire. Dès que la loi entrera en vigueur, les officiers et les hommes qui étaient membres de la marine, de l'armée et de l'aviation seront versés dans une nouvelle organisation connue sous le nom de Forces canadiennes. Nous avons débattu cette question lors des audiences du comité mais il serait bon, je crois, de la remettre maintenant sur le tapis, ce qui permettrait à tous les députés, présents ici en plus grand nombre qu'au comité, d'y consacrer leur attention.

J'ai proposé deux amendements à cet article au cours des auditions du comité, mais ils ont été rejetés par les députés libéraux, comme ils ont coutume de le faire de toutes nos propositions. J'ai l'intention de représenter ces amendements devant le comité plénier de la Chambre afin que ce dernier puisse décider de leur opportunité.

L'article 6 introduit un élément d'obligation dans le bill. Les hommes servant présentement dans les trois armes sont tous volontaires. Au moment de leur enrôlement, l'année dernière ou il y a 5, 10, 15 ou 20 ans, ils ont choisi l'arme dans laquelle ils avaient l'occasion de servir leurs pays: l'armée, la marine ou l'aviation. Chaque officier et chaque soldat a choisi l'arme dans laquelle il voulait servir et consacrer une partie plus ou moins longue de sa vie. Certains d'entre eux ont choisi cette arme en vue d'une carrière. Par les effets de ce bill, le gouvernement a l'intention de retirer ces officiers et ces hommes et de les verser dans les Forces canadiennes. Les noms de Marine royale du Canada, d'Armée canadienne et de Corps d'aviation royal canadien sont appelés à disparaître.

Les officiers et les hommes qui désirent donner une partie d'eux-mêmes à leur pays en servant dans une des trois armes ne seront plus en mesure de choisir. Versés dans les Forces canadiennes, ils ne pourront plus être fiers d'appartenir à la marine, à l'armée ou à l'aviation. Le gouvernement dit qu'ils appartiennent aux forces armées et qu'ils y resteront lorsque celles-ci auront reçu une nouvelle désignation sans qu'aucun choix leur soit possible.

J'ai donné un exemple de ce qui s'est passé jadis, tiré de l'expérience de septembre 1939, lors des auditions du comité, et j'aimerais le répéter ici.

Le 1^{er} septembre 1939, officiers et soldats se sont inscrits, se sont enrôlés et ont prêté serment dans le corps expéditionnaire canadien. Je le sais de bonne source parce que j'étais l'adjoint de l'adjutant de notre régiment à ce